

La Presse

1. La Presse. 1838-03-20.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

MARDI 20 MARS.

ANNONCES

1 franc 50 centimes la ligne,
RUE SAINT-GEORGES, 16.2^e ANNÉE. — 1838.ABONNEMENTS
Délivré des 1^{er} et 15 du mois.
RUE SAINT-GEORGES, 16.

Paris, 19 Mars.

QU'EST-CE DONC QU'UN CABINET PARLEMENTAIRE?

Que signifient donc ces mots de *ministère parlementaire* dont on abuse si étrangement contre le ministère actuel, ces mots auxquels on attribue un sens mystérieux, en dehors de leur acception naturelle et légale? Que veut-on leur faire dire, qui ne soit applicable au cabinet du 15 avril? Qu'appelle-t-on des *ministres parlementaires*, si ce n'est des ministres appartenant à la majorité des deux chambres? En ce cas, il n'y a pas un membre politique du cabinet du 15 avril qui ne puisse se vanter d'une telle origine, qui ne puisse revendiquer l'honneur de représenter une des nuances de ces puissantes majorités dont les travaux, depuis le 13 mars 1831, ont contribué à fonder les libertés publiques, l'ordre constitutionnel et les prospérités du pays. Et leurs compétiteurs le savent bien, eux qui n'ont jamais imaginé une combinaison de cabinet sans recourir à quelqu'un des ministres actuels pour réclamer son concours et son appui. M. Guizot n'a pas cru pouvoir se passer de M. Molé, ni M. Thiers de M. de Montalivet.

Veut-on signifier encore des ministres qui, parvenus au pouvoir, obtiennent la majorité dans les deux chambres? Mais le cabinet du 15 avril, déjà adopté et soutenu par la législature de 1837, a obtenu, dans une législature nouvelle, et dès sa première session, une majorité de 80 voix, dans la plus grosse des questions extérieures, la question d'Espagne; et une majorité de 116 voix, dans la question intérieure la plus délicate, celle des fonds secrets; et, dans ces deux occasions, il avait bien pris soin d'avertir la chambre que c'était là, pour lui, des questions de cabinet, des questions de confiance! Personne n'a été pris au dépourvu: c'était bien le ministère qui se mettait aux voix, sur sa politique au dehors, et au dedans! C'était bien l'Opposition qui avait provoqué, qui avait accepté ce double défi; et qui avait réuni, pour le soutenir, tous ses efforts, ses amis anciens et nouveaux, ses renommées de mouvement ou de résistance, ses séides et ses renégats. Le scrutin a prononcé; et n'est-ce pas un succès parlementaire qu'un succès obtenu, à cent voix de majorité, sur trois ou quatre Oppositions, coalisées en désespoir de cause. Étrange et nouvelle situation d'un ministère qui s'appuie, dans une chambre, sur tous les hommes indépendants, indépendants du passé et de l'avenir; indépendants de trois ou quatre patronages impérieux, qui essaient de dominer les consciences, à force de menaces et de séductions, au profit de quelques ambitions privées et au détriment de la sécurité publique.

S'agit-il de l'origine du ministère actuel? Mais n'est-il point *parlementaire* dans toute la force du mot, le cabinet qui ne s'est formé qu'après trois semaines d'interrègne ministériel, durant lesquelles de grandes notabilités politiques ont essayé vainement de produire une combinaison qui eût des chances de majorité? Ce cabinet composé d'éléments empruntés au 13 mars, au 22 février, au 6 septembre, et qui, à défaut des grands débris du 11 octobre, a su rallier, dans la dernière session de la précédente législature, une majorité échappée aux importances parlementaires qu'on veut lui opposer aujourd'hui? Ce cabinet qui, dans une législature nouvelle, hardiment convoquée par lui, obtient encore une majorité de confiance malgré les efforts réunis des influences dont on s'exagérait l'utilité ou le danger? Ou cette expression de *cabinet parlementaire* manque de sens, ou elle signifie des ministres appartenant, comme les ministres actuels, aux majorités antérieures, et obtenant comme eux, dans une chambre nouvelle, une majorité constatée.

Était-il, ou du moins, eût-il été *parlementaire* ce ministère

en espérance, rêvé durant les jours d'interrègne, ce ministère qui n'avait réuni encore que quatre membres (MM. Thiers, Passy, Soult et Humann), choisis, il est vrai, parmi les hommes les plus considérables des deux chambres, mais qui ne se rapprochaient qu'à la condition que chacun d'eux avait exprimée de réserver, comme conviction personnelle, et en opposition avec ses trois autres collègues, une des quatre questions qui constituent le plus essentiellement un programme ministériel: l'intervention en Espagne, les affaires d'Alger, la présidence du conseil, et la conversion des rentes 5 p. 100? Supposez qu'on ait rencontré quatre autres collègues aux mêmes conditions, quelle eût été dans la lice *parlementaire*, et dès les premiers pas, l'attitude d'un cabinet composé, à grand'peine, de huit hommes d'état, en désaccord sur les huit questions fondamentales d'un système? aurait-on nommé cela un *cabinet parlementaire*?

Écartons les mots et allons hardiment au fond des choses et des pensées. Un *cabinet parlementaire*, serait-ce par hasard, dans la pensée de ceux qui abusent tant de ce mot, un cabinet qui, s'appuyant exclusivement sur l'un des trois pouvoirs dont se compose, en réalité, le parlement constitutionnel, aurait la volonté d'organiser et de soutenir la lutte de ce pouvoir unique, contre les deux autres? Que ce soit une lutte de la chambre élective ou de la chambre viagère, contre l'autre chambre et contre la royauté, le tort, le danger, le crime serait aussi grave, à nos yeux, qu'il l'était il y a huit ans, de la part des hommes qui avaient osé entreprendre une lutte de la royauté contre les deux chambres. Car le *parlement*, ce sont les trois pouvoirs, et un *ministère parlementaire*, c'est celui qui se concilie à la fois la confiance de la royauté et celle des deux pouvoirs législatifs. Un premier ministre, ce doit être le choix combiné du trône et de la tribune. Il n'y a sûreté pour les libertés publiques comme pour les prérogatives royales, qu'à la condition de cette double origine. Sans doute, dans le jeu des éléments constitutionnels, il y a des vicissitudes; telles mesures portent tour à tour le cachet plus particulier de l'influence de tel ou tel pouvoir. C'est un échange perpétuel; les gouvernements pondérés sont des gouvernements à transactions. Et, comme c'est tout à tour un intérêt plus ou moins démocratique, plus ou moins aristocratique qui emporte la balance, comme chacun aura son tour, il y a liberté, puisqu'il y a égalité de chances, équilibre de pouvoir, et alternative de succès. Mais essayer de faire prévaloir l'influence prédominante, l'influence exclusive d'un des trois pouvoirs constitutionnels, quel qu'il soit, c'est attenter à la constitution elle-même; c'est fonder un despotisme d'autant plus odieux qu'il est plus hypocrite; c'est anéantir les libertés publiques, garanties par l'indépendance respective des pouvoirs qui les protègent, à des titres différents, mais égaux. Hors du concours de ces pouvoirs et de leur accord mutuel, il n'y a qu'illusion, quand il n'y a pas trahison!

Rassurons-nous. Les Retz, les Rolland et les Polignac ne sont plus à craindre. Il n'y a plus d'homme assez grand pour faire du despotisme d'aucun genre, parce qu'il n'y a plus d'homme assez petit pour supporter un despote. Il n'y a plus de despotisme possible que celui de la loi, et il n'y a plus de loi puissante et obéie que celle qui émane d'une délibération libre et éclairée. Cessons de craindre qu'on essaie de cacher de profondes pensées sous des expressions qu'on a tort seulement d'employer avec tant de légèreté. Au reste, il n'y a peut-être qu'un jeu de mots caché dans toute cette phraséologie. Un *ministère parlementaire*, n'est-ce pas tout uniment, pour certaines personnes, un *ministère parteur*? On serait tenté de le croire. A ce prix, MM. Salvete, Havin, Gauguier et Dubouchage constitueraient un cabinet parlementaire. Qu'on nous pardonne cette plaisanterie apparente. Elle touche plus

profondément qu'on ne pense peut-être au fond de la question, telle que la comprennent quelques orateurs qui se sont exagérés à eux-mêmes, et qui cherchent à grossir aux yeux du pays l'importance de la parole, comme moyen de gouvernement. La parole est puissante sans doute, comme moyen d'opposition; mais le pouvoir a pour mission plutôt d'agir que de parler. Le cardinal de Richelieu, Colbert, Napoléon parlaient peu, et ils ont fondé la puissance du pays! Dans cette Angleterre si vantée, si souvent attestée comme modèle, l'éloquence, ainsi que l'entendent nos orateurs, est parfaitement inconnue. C'est que l'on y sait bien que l'éloquence est la langue des passions, et que les passions ne sont pas des moyens de pouvoir. Les discours de Pitt et de Fox ne supportent pas la lecture; et ces deux hommes ont gouverné leur pays en disant ce qui était utile, juste, nécessaire, rien de plus, et en parlant cette langue des affaires qui convient seule dans un gouvernement affermi et régulier. La politique suivra bientôt, en France, les errements de la littérature. On s'est fatigué des grandes tirades en vers; le drame d'action a détrôné la tragédie épique. Plus se complètera l'organisation constitutionnelle, plus s'effaceront les habitudes révolutionnaires. Les discours écrits vont disparaître; les improvisations de deux heures auront le même sort. Un député parlera de sa place. L'homme modeste et instruit ne craindra plus de jeter à travers les délibérations un trait de lumière qui les abrègera, au lieu de les laisser allonger par de grands discours. Les lois y gagneront, le pays aussi; et les chambres surtout, dont les sessions seront plus courtes à la fois et plus utiles.

Revenons à notre point de départ. Un *cabinet parlementaire*, c'est donc, aux termes de la Charte, celui qui réunit l'assentiment des trois pouvoirs du parlement constitutionnel. Le cabinet du 15 avril a rempli, jusqu'à présent, cette condition. Est-ce à dire, pour cela, qu'il soit indispensable que la majorité des deux chambres se montre systématique jusque dans les plus petits détails, et prétendra-t-on qu'un ministère a perdu la majorité parce que ses propositions auront obtenu des suffrages divers, selon la diversité de leur objet; parce que les éléments de la majorité seront variables; parce que le chiffre de la majorité aura été plus ou moins élevé? Est-ce, en effet, sous un régime de liberté, de discussion vraie, de conscience et de conviction, que l'on voudrait voir se fonder une de ces majorités compactes, immuables, insensibles, une majorité des trois cents, prête à voter aveuglément tout ce qu'on lui présente, et sans discussion, et sans examen? Singulier reproche adressé à un ministère, en 1838, de n'avoir pas obtenu une majorité de ce genre! Étrange accusation portée contre une chambre, de ne pas s'aliéner systématiquement à la volonté du pouvoir! Comme si les variations mêmes dont on se plaint, dans les votes de la chambre, variations dont on lui fait un tort, et au ministère un crime, n'attestaient pas, au contraire, l'indépendance respective des pouvoirs de l'état, première garantie de la vérité parlementaire! Veut-on qu'un ministère ait une majorité à lui, pour lui-même, et sur parole? Mais nous avons tous démontré, sous la restauration, que c'était fausser et violer le gouvernement représentatif! La majorité de l'adresse, la majorité des fonds secrets n'appartient pas aux ministres, dit-on! Et c'est une opposition, soi-disant libérale, qui ose s'en plaindre! Cette majorité, dirons-nous, appartient aux actes, aux principes du ministère.

Et c'est là ce qui imprime à l'époque actuelle, à l'administration du 15 avril, un caractère nouveau; c'est que les questions de personnes ont disparu pour faire place aux questions de choses. Aussi, l'Opposition, qui voit que les questions de choses lui échappent, cherche-t-elle à y substituer les questions de personnes! A des scrutins pour de grands principes politiques, ou pour des lois

FEUILLETON DE LA PRESSE.

THÉÂTRE DE LA PORTE-SAINT-MARTIN.

La pauvre Fille, mélodrame en cinq actes, par M. Aicet Bourgeois (4).

Or, vingt ans jour pour jour après la scène que nous avons racontée dans notre dernier article, les premiers rayons du soleil en se levant sur Belleville et en glissant à travers les persiennes de la salle à manger de M. Harel, éclairèrent, comme ils avaient pris l'habitude de le faire depuis vingt fois douze mois, toute la troupe du théâtre de la Porte-Saint-Martin, endormie autour de la table du repas. Ce sommeil durait sans interruption aucune depuis cette fameuse soirée où l'on avait oublié d'emmener Minette, et où la pauvre chatte, poussée par la faim, avait été demander sa pâtée à M. de Pixérécourt. Fidèle à la promesse qu'elle lui avait faite, elle s'était, en sortant de chez lui, rendue immédiatement chez sa sœur, la fée Carabosse, et elle lui avait demandé s'il ne lui restait pas quelques gouttes du narcotique qui avait si profondément assoupi la *Belle au Bois dormant*. La fée était alors entrée dans son laboratoire et en avait rapporté un flacon presque vide. A peine si quelques gouttes de liqueur en rougissaient encore le fond, de sorte qu'il n'y restait que pour vingt ans de sommeil. C'était justement ce qu'il en fallait à Minette; elle prit le soporifique, pénétra invisible dans la salle à manger, vida le flacon dans une bouteille de vin de Syracuse, resta jusqu'à ce que la bouteille eût fait le tour de la table et ne s'en vola qu'au moment où M. Vissot en versait les dernières gouttes dans le verre de M. Moëssard. L'effet fut rapide et efficace; et cinq minutes après, chacun était endormi dans l'attitude où le sommeil magique était venu le prendre depuis la petite Fonbonne, qui suçait son ponce sur les genoux de Mlle Georges cadette, jusqu'à M. Harel qui tenait de la main gauche sa tabatière, et entre l'index et le pouce de la main droite une prise de tabac qu'il n'avait pas même eu le temps de porter à son nez.

Or, comme nous l'avons dit, la fiole narcotique ne contenait que pour vingt ans de sommeil. Il en résulta que le 14 mars 1858 à cinq heures du matin, des symptômes de vie, commencèrent à circuler parmi les convives; le directeur fut le premier qui manifesta son retour à la lumière, en portant à son nez la prise de tabac qu'il tenait entre ses doigts; mais

comme depuis vingt ans sa membrane muqueuse s'était déshabituée de la poudre sternutatoire, il éternua à plusieurs reprises, ce qui réveilla tout le monde. — Dieu vous bénisse, dit M. Moëssard qui retrouva le premier la parole.

— Brrrr, fit Jemma en se secouant, il me semble que nous avons fait un petit somme.

— Pas moi, pas moi, s'écria M. Moëssard, je ne me serais jamais permis de dormir devant mon directeur.

— Tous les hommes sont égaux devant le sommeil, murmura Vissot, fidèle à ses principes d'indépendance.

— C'est bien, c'est bien, messieurs, dit Harel; mais je crois qu'il est temps de retourner à Paris et de nous occuper de la représentation de ce soir. Moëssard, avez-vous fait poser les affiches?

— Oh! là là, je les ai oubliées, s'écria le pauvre régisseur, en s'arrachant les cheveux.

— Allons, allons, ne vous désespérez pas, dit une voix de femme, belle et grave; il n'est que cinq heures du matin et vous avez encore du temps.

— Oui, mais il ne faut pas le perdre, répondit l'auteur en se levant. A Paris! messieurs, à Paris!

— A Paris! répétèrent tous les convives. Et l'on fit avancer les chevaux et les voitures, et l'on reprit le chemin de la capitale, que l'on avait quittée depuis vingt ans.

Or, depuis vingt ans, il s'était opéré de grands changements au théâtre de la Porte-Saint-Martin. D'abord, le matin du 14 mars 1838, jour pendant lequel la représentation de la *Pauvre Fille* devait avoir lieu, les affiches de la veille n'avaient pas été renouvelées; il en était résulté que le public avait présumé quelque retard, et que voyant, le soir, les portes rester fermées, il en avait auguré que l'on faisait relâche pour la répétition générale, et qu'il verrait le lendemain la pièce tant promise et tant désirée. Le lendemain arriva, les portes restèrent closes comme la veille, alors on commença à murmurer dans le quartier; aux murmures succéda l'inquiétude: le commissaire arriva, un serrurier ouvrit les portes; le théâtre était vide, le foyer était vide, l'appartement de M. Harel était vide. Au milieu de ces perquisitions, des bruits étranges revinrent de tous les côtés, aucun des acteurs, des figurants, ni des machinistes, n'avaient reparu; il en résultait qu'une cinquantaine de familles étaient dans la plus profonde inquiétude; on devine facilement les commentaires plus absurdes les uns que les autres, auquel donna lieu un pareil événement; mais aucun ne tomba juste; M. de Pixérécourt et Minette seuls auraient

pu donner quelques renseignements sur cette affaire; mais personne ne songea à leur en demander.

Il y avait parmi la foule, errante dans les corridors, le foyer et les coulisses du théâtre désert, un spéculateur qui cherchait une spéculation. C'était un de ces hommes à l'esprit vif, qui saisissent une idée au vol, la matérialisent à l'instant sous la forme d'un plan, et la mettent à exécution en moins de temps qu'il n'en faudrait à un autre pour la comprendre. Le spéculateur courut chez deux ou trois journalistes, déposa dans chaque bureau une réclame annonçant que M. Harel était parti pour la province, emmenant toute sa troupe, et laissant la direction vacante. Le lendemain il se présenta au ministère, sollicita le privilège, enleva d'assaut la signature du ministre et huit jours après rouvrit le théâtre par une pièce nouvelle. Quant à M. Harel et à sa troupe, le bruit se répandit qu'ils étaient en représentation à Saint-Petersbourg, où ils s'étaient adjoint un grand acteur nommé Védel, qui faisait en ce moment les délices de l'empereur de toutes les Russies, ainsi que du grand-duc Constantin. Puis, au bout de trois mois il ne fut plus question des dormeurs de Belleville que s'ils n'avaient jamais existé.

Pendant ce temps, le théâtre de la Porte-Saint-Martin avait pris en art une position toute révolutionnaire. La carrière du drame moderne, ouverte par le *Joueur* et fermée par *Don Juan*, avait parcouru toute sa période; puis était arrivé le drame moral et réactionnaire, dont les chutes triomphales avaient ramené l'administration usurpatrice, à peu près au point où l'avait abandonnée vingt ans auparavant M. Harel. Le directeur actuel en était donc arrivé à la fin des représentations de *Guillaume Colman* et d'*Alix*, qui, réunis ensemble, faisaient 500 fr. de moins que *Lucrèce Borgia* toute seule, et, sans pièce nouvelle, sans vieux répertoire, ne savait où donner de la tête lorsqu'en sortant de chez lui, le 14 mars 1858, au matin, il vit une affiche bleue à la porte de son théâtre, s'approcha de l'affiche et lut en toutes lettres:

Aujourd'hui la première représentation de

LA PAUVRE FILLE,

Mélodrame en cinq actes et en prose.

Cette affiche était celle qu'avait le matin même, en revenant de Belleville, fait poser M. Moëssard.

Le directeur, tout en cherchant dans sa tête quel pouvait être celui de ses confrères qui lui avait fait cette mauvaise plaisanterie, entra au théâtre. Près de la porte du foyer, il entendit parler avec feu, du côté de la

(1) Voir la *Presse* du 18 mars.

salutaires, elle oppose des scrutins pour des noms propres. Comme si des noms propres, choisis dans quelque nuance que ce soit du parti de la liberté et de l'ordre, pouvaient être des griefs ou des échecs pour un ministère de conciliation qui a fait un appel sincère, par des actes solennels, à tous les amis de l'ordre et de la liberté. Ce ministère, sympathique avec toutes les idées de conservation et de progrès, ne saurait être, en effet, exclusif pour aucun des hommes qui professent plus ou moins vivement les uns ou les autres. Il a soutenu avec énergie les questions de principes et d'affaires; il doit se montrer fort indifférent sur les questions de personnes. Les opinions exclusives lui feront, seules, un reproche de n'être pas exclusif comme elles; mais ce n'est pas à elles qu'il doit demander conseil, exemple ou appui. De telles règles de conduite rendent sans doute fort laborieuse la tâche des ministres. Mais telle est la loi du gouvernement représentatif, bien entendu; toujours combattre avec les armes de la raison, toujours vaincre, par la force de la vérité! Conquérir chaque jour, à chaque question, une majorité de conviction pour des faits, pour des idées, et non pas une majorité de complaisance pour des ministres! Sans doute aussi de telles majorités sont variables, selon les affaires en discussion, selon les points de vue; mais il se rencontre toujours (croyons-le pour l'honneur de nos institutions), il se rencontrera toujours pour un acte utile, une pluralité relative de suffrages; c'est tout ce qu'il faut au pays.

Ne sont-ce point là des doctrines plus parlementaires que celles d'une Opposition qui reproche au ministère et à la chambre, de n'être pas liés par des engagements qui alièneraient leur indépendance? A nos yeux, au contraire, il faut que chaque jour apporte sa majorité à chaque question. Il faut que le ministère ait raison, toujours raison, et, à ce prix, il trouvera toujours une majorité.

Le cabinet du 11 octobre se croyait sans doute un cabinet très parlementaire? eh bien! ses vicissitudes ont prouvé qu'on pouvait, très parlementairement, éprouver des échecs qui, sans s'attaquer à la constitution fondamentale du cabinet, y portaient de graves atteintes. Le ministère du 11 octobre qui, à la faveur de cette date, a paru se perpétuer trois ans et cinq mois, a subi cinq transformations, ce qui réduit réellement chaque combinaison partielle à une durée de huit mois environ; même sans tenir compte des nombreux interregnes qui ont séparé chacune de ces combinaisons, et de l'avènement du cabinet tiers-parti du 10 novembre 1834. Ce ministère du 11 octobre a changé deux fois de président. Deux fois un crédit de 1,500,000 fr. demandé, pour compléter des dépenses secrètes, a été réduit par la chambre à 1,200,000 fr. Deux fois MM. Thiers et d'Argout ont quitté le ministère de l'intérieur. Deux fois des réductions ont été opérées sur le budget de la guerre, et elles ont forcé le ministère à la retraite. Deux fois M. le duc de Broglie a échoué devant la chambre et s'est retiré du conseil sur la question des Etats-Unis, et sur celle de la conversion, qui a fini même par emporter le ministère tout entier. Le cabinet du 15 avril, qui a bientôt une année d'existence, n'a subi aucune transformation, aucune modification, et il a comparu déjà devant deux législatures.

M. Chegaray a déposé au commencement de la séance d'aujourd'hui, sur le bureau du président de la chambre des députés, le rapport de la commission chargée de l'examen de la proposition tendant à accorder une pension à la veuve du général Daumesnil.

La chambre a repris ensuite la discussion sur les lois et relais de la mer. Après avoir adopté par assis et levé, à une majorité souvent douteuse il est vrai, tous les articles du projet, elle a rejeté l'ensemble de la loi par son vote au scrutin.

Commission chargée de l'examen du projet de loi concernant le transport des correspondances par les paquebots de la Méditerranée :

1^{er} bureau : MM. Defougères. — 2^e, Sevaistre. — 3^e, Reynard. — 4^e, Despaux. — 5^e, général comte Meynadier. — 6^e, baron Finot. — 7^e, Denis. — 8^e, de Lacombe. — 9^e, Paraque.

Commission chargée de l'examen du projet de loi portant demande de

crédits additionnels pour dépenses relatives au personnel de l'administration de la justice :

1^{er} bureau : MM. Champanhet. — 2^e, Jossou. — 3^e, Meilheurat. — 4^e, Janvier. — 5^e, Martel. — 6^e, Guyet-Desfontaines. — 7^e, Parès. — 8^e, baron Pérignon. — 9^e, L'Herbette.

Nouvelles étrangères.

Espagne. — Des frontières de la Navarre, 15 mars. — Bilbao présente l'aspect le plus triste; chaque jour, tout ce qui a quelque chose à perdre abandonne cette malheureuse ville. Une compagnie de hardis spéculateurs profite de cette circonstance, et achète des maisons pour le tiers de leur valeur réelle. Le 14, don Carlos était encore à Estella. Espartero était le 9 à Logroño, réunissant un assez grand nombre de bataillons pour faire croire sans doute à un mouvement sérieux du côté de la Ribera.

— Un bulletin de Basilio adressé au ministre de la guerre de don Carlos a été intercepté : ce chef se plaint des troupes aragonaises lâches et indisciplinées, et de celles de la Manche composées d'un ramassis de brigands. Il préférerait, dit-il, la mort au commandement à exercer sur ces misérables qui n'ont ni foi ni roi : ce sont des voleurs et rien de plus. Son *ladron y nada mas*. Basilio annonce ensuite qu'il n'a pas reçu de Madrid l'argent qui lui avait été promis, ce qui prouve que les royalistes ne sont pas aussi ardents à Madrid qu'ils paraissent l'être.

— Des correspondances de Carthagène du 6 annoncent que le mauvais temps a forcé un navire sardes à relâcher dans le port; il y avait à bord des souliers, des pantalons et d'autres effets destinés pour les rebelles. Cette cargaison a été jugée de bonne prise, et l'on a distribué ces objets aux soldats d'Oran, qui en ont un si grand besoin.

Frontières d'Espagne. — On a eu des nouvelles de Saragosse jusqu'au 11 : elles sont extrêmement rassurantes. On ne s'y occupait que des dispositions nécessaires contre toute nouvelle tentative de la part des carlistes.

Le comte de Luchana a publié un ordre du jour dans lequel il dit qu'il a envoyé son aide-de-camp don José de Urbina à Saragosse « pour y commander l'ayuntamiento et la députation provinciale sur le glorieux » triomphe obtenu dans la journée du 3. »

— On assure que Villareal est rentré en grâce auprès de don Carlos et qu'il a été nommé commandant-général des provinces basques.

— On s'occupe ce soir dans les cercles de la capitale, dit le *Correo national* du 14, de deux faits importants d'un caractère assez sérieux. Une altercation très vive a eu lieu entre un député qui, demeurant impassible après les violences exercées sur lui, s'est borné à demander satisfaction à la chambre, et un autre député qui, ne pouvant obtenir réparation de ce même personnage impassible, l'a frappé : on a heureusement séparé les combattants. L'autre affaire pourra être plus sérieuse que cette échauffourée entre MM. Gallardo et Maldonado; il s'agit de deux anciens ministres, anciens présidents du conseil, qui ne paraissent pas vouloir éviter une rencontre; déjà les témoins sont choisis. Si, comme nous le croyons, et ainsi que l'honneur l'exige, la réparation est faite, nous pensons que le combat aura lieu à l'arme qui peut seule faire disparaître l'inégalité résultant de la stature colossale de l'un des deux champions.

Grande-Bretagne. — Londres, 17 mars. — La question de la fixation des frontières entre l'Angleterre et les Etats-Unis, devient de jour en jour plus importante, à cause du nombre considérable de familles qui se sont établies sur le territoire contesté où la population s'accroît rapidement sans savoir à quelle puissance elle doit obéir.

De fréquentes collisions ont eu lieu entre les autorités du Maine et du Canada, malgré les recommandations les plus expresses des gouvernements anglais et américain; on doit donc désirer de voir cette question se terminer promptement.

Si les Etats-Unis se montrent disposés le moins du monde à un arrangement amiable, il n'est pas douteux que cette question ne soit promptement réglée.

— Le monument qui sera érigé en l'honneur de Walter Scott à Edimbourg consistera en une tour gothique où l'on verra tout ce que l'abbaye de Melrose compte d'objets précieux et la statue de marbre du célèbre auteur.

CANADA. — Nous publions la correspondance suivante, arrivée à l'instinct à Paris par voie extraordinaire.

Philadelphie, 26 février.

« Par les malles de l'Ouest, qui sont arrivées dans cette ville depuis une heure, je reçois un journal de Detroit et deux lettres particulières qui m'apprennent qu'il était secrètement décidé dans le Michigan et sur la rivière de Detroit, que le Haut-Canada devait être envahi par les patriotes, le 22, anniversaire de la naissance de Washington. Leurs forces s'étaient considérablement augmentées et ils étaient tous très bien armés.

« Une des lettres dit : « Nous ne savons ce que tout cela signifie; mais ce que nous savons bien, c'est que quelque chose de très important se prépare. Prés de Gibraltar (Etats-Unis), les patriotes ont pillé des noirs. Ils sont, à ce qu'on assure, au nombre de 2,000, sont entrés de vive force dans deux arsenaux de l'Union, l'un près de Cleveland et l'autre à Wa-

tertown, près de la frontière, et ont enlevé de ces deux magasins quelques centaines d'équipements militaires.

« Le gouvernement de l'Union envoie des troupes pour prévenir ces infractions à la loi; mais maintenant, il n'y a pas assez de forces sur la frontière pour maintenir l'ordre et la neutralité nationale. Le congrès n'a pas encore voté le bill du Canada. L'amendement suivant a été proposé et passera probablement :

« Il est défendu à toute personne, sous la juridiction des Etats-Unis, d'acheter, de rassembler, de transporter ou d'avoir en sa possession des vaisseaux, fourgons, armes ou munitions de guerre, d'employer ou d'enrôler des hommes sur le territoire de l'Union, avec l'intention de s'en servir pour exciter, aider ou préparer l'insurrection et la rébellion dans les provinces de tout prince ou gouvernement étranger voisin de l'Union et avec lequel elle est en paix. Toute personne qui contreviendra à cette disposition sera considérée comme perturbateur (*guilty of a misdemeanor*) et pourra être condamnée à une amende de 5,000 dollars, et à un emprisonnement de trois ans. »

« Le débat continue, et tout le pays est sur pied dans l'attente des résultats. On ne peut douter cependant que cet amendement ou quelque chose d'analogue ne soit voté par le congrès; car le commerce et toutes les classes riches et intelligentes sont ici pour le maintien de l'honneur et de la neutralité nationale. »

Allemagne. — PRUSSE. — Berlin, 12 mars. — Par ordre de cabinet, adressé aux évêques de Cologne, Trèves, Munster et Paderborn, S. M. le roi de Prusse déclare à ces prélats, que pour calmer les scrupules que leur causent les mariages mixtes, contractés sans engagement formel à élever les enfants dans la religion catholique, elle leur permet de s'adresser au pape, pour lui exposer clairement cette affaire. S. M. ajoute qu'elle enjoindra à son chargé d'affaires, à Rome, d'appuyer énergiquement ces représentations. Le roi continue ainsi : « Ayant l'espoir fondé que la cour de Rome rendra bientôt une déclaration satisfaisante, je laisserai en suspens, pour le moment, les mesures ultérieures, qui, sans cette supposition seraient dès-à-présent inévitables, et notamment la publication d'une loi pénale destinée à assurer l'exécution de l'ordre de cabinet du 17 août 1828, dans le cas où mes justes espérances ne se réaliseraient point. Je m'en rapporte à votre zèle et à vos lumières du soin de prévenir pendant cet intervalle le retour des irrégularités, qui, même selon votre opinion et celle de vos collègues, ne se rattachent pas essentiellement à la question des mariages mixtes, mais qui seraient inconciliables avec le maintien de l'ordre public et de la liberté de conscience. Tel est le refus de publier les mariages mixtes, dans les églises catholiques, et celui d'absolution, dont on punit l'époux catholique dont le conjoint est protestant, pour le forcer à revenir sur la promesse qu'il a faite d'élever ses enfants dans la religion protestante. Je ne puis tolérer qu'un pareil trouble apporté à la paix domestique se prolonge, et que la liberté de conscience continue d'être ainsi violée contre la teneur formelle de la loi. Ainsi, je compte que vous prendrez, dans votre diocèse, les mesures nécessaires pour éviter l'irritation et la collision fâcheuse des esprits et empêcher les ministres du culte de violer la loi. »

Signé : FRÉDÉRIC GUILLAUME.

— Les préparatifs pour la réception de la famille impériale de Russie se continuent avec le plus grand zèle. Le bruit se confirme que la présence de l'empereur de Russie donnera lieu à diverses négociations politiques ayant pour objet, non-seulement l'intérêt de l'Allemagne, mais aussi celui de l'Europe occidentale. Le public parle surtout beaucoup d'une note que le cabinet de Saint-Petersbourg aurait fait remettre à notre gouvernement. D'après cette note, le cabinet de Saint-Petersbourg approuverait non-seulement diverses mesures adoptées récemment par notre gouvernement... (La fin de la phrase a été retranchée par la censure.)

— Le prince Michel de Radziwill, général en chef de l'armée polonaise à la bataille de Grochow, vient d'arriver à Berlin, en même temps que M. Lehon, ambassadeur belge à Paris.

— Le prince de Putbus, d'une des plus nobles familles de Prusse, ira à Londres pour assister au couronnement de la reine Victoria.

Suisse. — Lucerne. — Le petit conseil a renvoyé à l'examen du conseil cantonal la demande d'indemnité de la France dans l'affaire Cellard-Leuzinger.

Soleure. — L'Israélite français, auquel le petit conseil a refusé l'autorisation de séjour, s'est plaint de cet acte d'intolérance au gouvernement de France. (*Observ. de Soleure.*)

Turquie. — Constantinople, 14 février. — Suivant les nouvelles les plus récentes d'Alexandrie, Mehemet-Ali continue ses préparatifs avec la même activité. Les forces de terre et de mer sont augmentées d'une manière extraordinaire. On s'occupe partout de nouvelles levées pour l'armée, et la plus grande activité règne dans les chantiers. Un vaisseau de ligne, récemment construit, a été lancé il y a quelques jours, et l'on travaille jour et nuit à en achever deux autres dont la construction est déjà fort avancée. Ces trois vaisseaux de ligne réunis à la flotte égyptienne la porteront à 12 vaisseaux de haut bord.

On assure que Mehemet-Ali veut en outre faire l'acquisition, en Europe, de quelques frégates toutes prêtes à mettre en mer. On ne connaît

scène, il descendit aussitôt les marches qui y conduisent, se cacha derrière une coulisse, et entendit avec un étonnement profond, un fort beau dialogue entre une fille et son père : c'était M. Jemma et Mlle Théodora, qui, pendant les vingt ans qu'ils avaient dormi, avaient oublié quelques mots de leur rôle et avaient demandé un raccord de mémoire.

Le directeur se crut sous l'empire d'un songe. D'où sortaient cette pièce et ces acteurs, dont il n'avait pas entendu parler; où avaient-ils répété, pour savoir si bien leurs rôles. Etait-ce la nuit? impossible, ses représentations duraient jusqu'à trois heures du matin. Etait-ce le jour? pas probable, ses répétitions occupaient le théâtre jusqu'à trois heures du soir. Il y avait là-dessous magie et sortilège, il ne fallait rien moins que cela pour le tirer d'affaire; il résolut d'attendre les circonstances, et d'en profiter.

Le soir vint; le public se pressa aux portes du théâtre. Le titre de mélodrame donné ostensiblement et couragement au nouvel ouvrage était si vieux, que tout le monde le trouvait nouveau; la salle était donc comble. Le rideau se leva.

Les deux premiers actes firent peu d'impression sur le public, mais au troisième l'intérêt s'empara de la scène, et alla croissant jusqu'à la chute du rideau. La toile tomba sur un succès incontesté, et le nom de M. Anicet Bourgeois fut prononcé au milieu des larmes et des applaudissements. Maintenant voici l'analyse de l'ouvrage.

Francis Beaudoin, aventurier hardi et chevalier d'industrie ébonté, forcé autrefois de quitter la France à cause de ses démêlés avec la justice, y rentre sous un faux nom. Quelques centaines de louis gagnés au pharaon lui permettent de prendre momentanément, avec le titre de baron, les apparences de la fortune. Il se souvient alors qu'il a laissé dans un couvent un enfant qui, pendant son absence, doit être devenue une jeune fille. Le parti infâme qu'il peut tirer d'elle se présente alors à son esprit. Il l'envoie chercher; Marie arrive. Elle trouve toutes les séductions du monde, robes et bijoux qui l'attendent au sortir du cloître. Elle se laisse aller avec joie à cette coquetterie naïve si naturelle à son âge; mais aux premiers mots que lui disent les femmes, aux premières louanges que lui adressent les hommes, elle ne comprend plus rien à ce monde de courtisanes et à ce langage de libertins; elle fuit de salons en salons, et ne s'arrête que lorsqu'elle rencontre un vieillard sous les cheveux blancs duquel elle abrite son innocence. Ce vieillard, qui s'étonne d'abord de son effroi, apprend qu'elle ignore dans quelle maison elle se trouve, et quel est l'homme qu'elle appelle son père. Il lui dit tout alors, et, plaçant l'espé-

rance à côté de la terreur, il lui promet de revenir bientôt avec un ordre, supérieur à l'autorité paternelle elle-même, qui lui rouvrira comme un asile de chasteté, les portes de son couvent. Derrière l'inconnu, le baron rentre, s'étonne de trouver sa fille dans la chambre la plus solitaire et la plus reculée de l'appartement, la prie de rentrer au salon, puis sur son refus la menace, et sur sa résistance veut l'entraîner. En ce moment, le protecteur de Marie rentre muni de l'ordre sauveur. Marie se jette dans ses bras, elle va rentrer dans son couvent, sinon heureuse du moins tranquille, lorsqu'elle entend un grand bruit au dehors. L'hôtel est cerné, le masque de l'aventurier tombe, ce n'est plus le baron insolent et vaniteux qui jette par dessus son épaule une bourse pleine d'or à son valet, c'est Francis Beaudoin, redevenu pauvre et fugitif, c'est l'homme malheureux par sa faute, sans doute, par ses crimes peut-être, mais c'est un père, que tout abandonne et qui n'a plus que sa fille. Marie tombe à ses pieds, implorant le pardon de sa désobéissance, et ne se relève que pour disparaître avec lui par une porte dérobée.

Au second acte, nous sommes dans une ferme. Un mariage de paysans vient d'être célébré; au milieu de la fête, un homme et une jeune fille, harassés de fatigue, viennent demander l'hospitalité. Cet homme, c'est Francis Beaudoin; cette jeune fille, c'est Marie : tous les secours leur sont offerts. L'étranger reprend des forces qui lui permettent de continuer son chemin; mais sa fille, plus faible, ne peut l'accompagner : elle restera dans la ferme, et l'ira rejoindre plus tard et partout où il sera. Francis et Marie se séparent; la nuit s'avance; chacun se retire dans sa chambre. Marie, qui n'a voulu déranger personne, persiste; malgré les instances des ses hôtes, à vouloir coucher dans une grange qui donne sur la cour. La scène reste vide; alors un homme franchit la muraille, s'avance vers un cabinet où est renfermée, en billets de banque et dans un portefeuille, la dot de la future : il fait sauter la porte avec une pince. Malheureusement dans ce cabinet, qu'il croit solitaire, couché un enfant que le bruit réveille; l'enfant épouvanté appelle au secours, puis sa voix s'éteint dans un dernier cri et dans un long râle. L'assassin sort tout sanglant, et se heurte contre une femme accourue au bruit : cette femme, c'est Marie qui reconnaît son père. Francis, épouvanté, laisse échapper le portefeuille et fuit. Marie court au cabinet, prend l'enfant dans ses bras, et revient avec lui tomber en scène : Marie est évanouie, l'enfant est mort.

Au troisième acte, Marie se trouve chez la sœur du président de Lannoy. Le président est ce même vieillard qui l'a protégée au premier acte. Arrêtée à la ferme de Rethel, conduite en prison à Troyes, elle a fui,

grâce à un incendie, et s'est présentée au château, où elle a été reçue comme une pauvre orpheline qui demande à payer son pain avec son travail. Sur ces entrefaites, le président de Lannoy arrive et la reconnaît. C'est Marie Beaudoin, la fugitive des prisons de Troyes, l'auteur de l'assassinat qu'il est chargé de poursuivre! Marie se jette à ses pieds, proteste de son innocence, et trouve de tels accents de vérité qu'ils pénètrent jusqu'au cœur de son juge. Alors c'est lui qui veut la sauver, car quoiqu'elle refuse obstinément de nommer le coupable, il est bien certain maintenant que ce n'est pas elle qui a commis le crime. Pour la seconde fois il lui offre l'asile du couvent et le sanctuaire du cloître. Marie accepte. Le domestique du président, homme sûr et discret, viendra la chercher pendant la nuit, trois coups frappés au contrevent seront le signal. Quant au président, il va se rendre immédiatement à Troyes, où le réclament ses fonctions de juge. Marie reste seule, attendant avec impatience le signal désiré. Mais pendant qu'elle attend, le bruit d'une sonnette retentit; la femme de chambre de Mme de Lannoy introduit un étranger. C'est un nouvel intendant qu'attend sa maîtresse; l'intendant, en passant dans la chambre obscure où est cachée Marie, laisse échapper une seule parole. Mais cette parole a suffi, Marie a reconnu son père, qui sous un faux nom s'introduit chez sa bienfaitrice; dans quelle intention, elle l'ignore, mais cette intention doit être mauvaise et fatale. En ce moment on frappe au contrevent, c'est le signal donné. Marie fuira-t-elle, ou restera-t-elle. Si elle fuit, elle est sauvée, sans doute, mais Mme de Lannoy est perdue peut-être. Dans le doute elle se sacrifie. Elle sera perdue, mais elle restera.

Au quatrième acte, le projet terrible de Francis est prêt de s'accomplir. Mme de Lannoy est sans défiance, et Francis sans remords. Un corridor le sépare seul de la chambre de son hôtesse; des capitaines considérables sont enfermés dans cette chambre. Deux femmes sans défense habitent le château; le vol et l'assassinat sont choses faciles; il n'a que quelques pas à faire et qu'un coup de poignard à donner pour se retrouver plus riche qu'il n'a jamais été. Il ouvre la porte, mais derrière la porte il trouve sa fille, il faut tuer Marie ou renoncer à son projet. Francis n'hésite pas, il tire le couteau; mais au moment où il va frapper on sonne à la porte, la gendarmerie vient pour arrêter le meurtrier. Marie ouvre une fenêtre, indique à Beaudoin la route qu'il doit suivre pour échapper à toutes les poursuites, et lorsqu'elle le voit hors de danger, calme comme une martyre, elle revient ouvrir la porte et se livrer aux soldats qui la conduiront à ses juges et qui l'enverront au bourreau.

pas encore dans quel but sont faits des armemens aussi considérables et si disproportionnés avec l'état des finances de l'Egypte. On est toujours disposé à croire qu'ils se lient aux projets d'invasion de la province de Bagdad. Les consuls étrangers, et le consul de France en particulier, ont demandé des explications précises au sujet de ces armemens, et ont fait entendre d'une manière assez claire que les puissances de l'Europe ne verraient pas d'un œil indifférent que la paix fût troublée en Orient.

On continue à recevoir de la Syrie des nouvelles de fréquentes insurrections qu'Ibrahim-Pacha s'efforce en vain de comprimer; on assure même qu'il a demandé des renforts à son père. On croit que c'est une comédie convenue avec son père. Ils pensent que l'envoi de troupes nombreuses et de munitions de guerre en Syrie n'a d'autre but que de maintenir l'armée d'Ibrahim sur un pied respectable, afin d'être préparé à tout événement, et que les prétendus troubles de la Syrie sont destinés à donner un prétexte spécieux à de grands préparatifs de guerre.

Amérique. — CHILI. — Un traité de paix a été conclu entre le Chili et le Pérou, le 17 novembre 1837.

Nouvelles diverses.

M. le président et le bureau de la chambre des députés ont eu l'honneur de présenter à S. M. plusieurs projets de loi adoptés par la chambre. M. le ministre de la justice a travaillé avec le roi.

M. le prince et Mme la princesse de Wurtemberg sont arrivés aux Tuileries à trois heures trois quarts.

— Le *Moniteur* contient ce matin la nomination de M. Saillard aux fonctions de procureur du roi près le tribunal de première instance d'Etampes; et celle de M. Flan, aux fonctions de juge de paix à Pontoise.

— On annonce, dit un journal de l'opposition, que la commission des chemins de fer est à peu près d'accord sur les points suivants : 1° d'accorder au gouvernement la concession de la ligne de Paris à la frontière belge. Les embranchemens sur Dunkerque et l'ouglonne seront concédés à des compagnies; 2° d'autoriser l'établissement d'un chemin de Paris à Marseille, en prolongation du chemin de Belgique et d'Angleterre, en sorte que cette ligne formerait une grande artère coupant la France du nord-ouest au sud-est. Les portions de cette immense ligne seraient accordées aux compagnies qui voudraient les entreprendre, et le gouvernement serait chargé d'exécuter les parties pour lesquelles il ne se présenterait pas d'entreprises.

— Le *Garde-National* de Marseille annonce l'arrivée dans cette ville de l'envoyé d'Abd-el-Kader auprès du gouvernement français, Moulad-Ben-el-Arach. Il est descendu chez M. Benaim, négociant. Moulad-Ben-el-Arach est accompagné de M. de Nully, capitaine d'état-major. Il doit séjourner quelques jours à Marseille.

— La cour de cassation, après un délibéré qui a été repris hier à midi, et continué jusqu'à près de cinq heures, a rendu un arrêt par lequel elle a décidé qu'il est dans le droit comme dans le devoir de l'autorité municipale de faire des réglemens pour tout ce qui intéresse la libre circulation, la sûreté et la commodité du passage sur la voie publique et pour tout ce qui concerne la petite voirie; qu'alors l'ordonnance du préfet de police qui enjoignait aux propriétaires riverains de combler les excavations du sol des rues non pavées, rentrant dans les mesures relatives à la commodité du passage sur la voie publique; qu'elle était donc compétamment rendue, et que son exécution devait être protégée par les peines de police; en conséquence, la cour a cassé le jugement du tribunal de police de Paris qui avait acquitté les contrevenants.

— Le magnifique bateau à vapeur anglais la *Victoria*, qui fait le trajet de Hull à Londres, a éclaté. Ce déplorable accident a coûté la vie à deux hommes chargés d'entretenir le feu. Trois autres ont été dangereusement blessés.

— Des expériences préparatoires d'une nouvelle combinaison de sou-pape de sûreté viennent d'être faites. On présente le nouveau procédé comme fort ingénieux, et l'auteur espère être parvenu à résoudre l'important problème qui consiste à rendre les chaudières des machines à vapeur inexplosibles. D'après son exposé, la volonté même du chauffeur ne pourrait parvenir à les faire éclater.

Une commission de l'Institut, dont M. Arago est le rapporteur, doit donner très prochainement son avis sur l'importance de cette invention.

— On sait que dans aucun état de l'Allemagne, la contre-façon des livres n'a pris une plus grande extension que dans le Wurtemberg, et que c'est à juste titre qu'on regarde ce pays comme le principal foyer de cette honteuse industrie; car on ne se borne pas seulement à réimprimer illégalement les œuvres des auteurs allemands, mais on reproduit aussi celles des auteurs de tous les autres pays, et notamment les ouvrages français et anglais.

Maintenant les libraires-éditeurs du Wurtemberg, afin de contribuer, autant qu'il est en eux, à restreindre l'activité toujours croissante des contrefacteurs, viennent de faire une démarche qui, selon toutes les apparences, ne manquera pas d'être efficace.

Ces libraires viennent d'adresser collectivement aux directions de tous les journaux de l'Allemagne une circulaire où ils les supplient de venir à leur secours contre les contrefacteurs, en n'annonçant plus dans leurs feuilles aucun livre contrefait.

Au cinquième acte, Marie est prête d'être condamnée. Le président de Lannoy, qui ne peut croire à tant de perversité, jointe à tant de candeur, tente un dernier effort pour sauver la pauvre enfant vers laquelle il sent que son cœur l'entraîne malgré lui. Mais ses instances sont inutiles : Marie résiste; Marie soutient qu'elle est la seule coupable; Marie ne demande qu'un prêtre qui l'aide à marcher au bourreau; elle a besoin de verser son cœur dans un autre cœur; elle a besoin qu'un homme, qui ne pourra révéler ce qu'elle va lui dire, sache au moins seul, parmi tous, qu'elle était innocente. Un geôlier vient annoncer que le prêtre est dans le confessionnal : Marie s'agenouille.

Alors se répand aux pieds de l'homme de Dieu cette âme pure et religieuse qui s'est sacrifiée à son père; alors sortent de cette bouche que la torture n'aurait pu ouvrir, tous les détails de l'assassinat horrible dont elle a été le témoin, puis enfin, et comme dernière preuve, le nom de son père. En ce moment, la porte du confessionnal s'ouvre, et le président de Lannoy en sort en s'écriant : « Je savais qu'elle n'était pas coupable. » Enfin, un dernier voile se déchire dans une explication courte et dramatique. Marie n'est point la fille de Francis Beaudoin; Marie est la fille du président de Lannoy. Ce sentiment qui l'entraînait vers elle, c'était le cri de la nature, c'était l'amour paternel.

Il y avait comme on le voit, dans cette donnée, tout ce qu'il fallait pour occuper la curiosité et intéresser le cœur; aussi, le succès n'en fut-il pas douteux un instant. Le public retrouvait, avec une joie enfantine, son mélodrame bien-aimé qu'on lui a gâté avec *Marie Tudor* et la *Tour de Nesle*, et s'y reprenait de toute son ardeur. Puis aussi, cette représentation le rajournait juste des vingt ans qu'avait dormi M. Harel et sa troupe; il en résulta qu'il applaudissait avec fureur, bien qu'il trouvât toutes ses anciennes connaissances un peu vieillies, à l'exception cependant de Mlle Georges qui, toujours belle comme il l'avait connue autrefois, regardait le spectacle d'une avant-scène.

ALEXANDRE DUMAS.

P. S. — On annonce que le nouveau directeur, ayant compris tout le parti qu'il pouvait tirer d'un pareil succès, vient de traiter avec M. Harel et ses acteurs pour cent cinquante représentations de la *Pauvre Fille*. Pendant ce temps, la troupe qui occupait le théâtre fera une tournée de province, sous la direction de Frédéric, de Bocage, de Lokroy et de Mme Dorval, qui se trouvent, par cette circonstance fantastique, jouir momentanément de leur liberté.

Seize des principaux journaux de l'Allemagne, parmi lesquels on remarque le *Journal Polytechnique*, l'*Etranger* (*Das Ausland*), se sont déjà empressés de faire droit à cette demande. Ils ont signé et publié une déclaration où ils s'engagent, dès à présent et jusqu'à ce que la décision prise, le 9 novembre 1837, par la diète germanique pour protéger la propriété littéraire, ait été légalement promulguée dans tous les états de la confédération germanique, à ne pas annoncer ni mentionner d'aucune manière que ce puisse être, les contrefaçons qui auraient été faites depuis ladite date, et qui le seraient à l'avenir.

Tout porte à croire que les autres journaux de l'Allemagne adhéreront à cette déclaration, qui fait un si grand honneur à ceux dont elle est émanée.

— On a découvert, cette semaine, dans une carrière de Twerton, un spécimen d'un monstre antédiluvien de la famille des ichthyosaures. Ce squelette pétrifié est admirablement conservé, tout est dans l'ordre le plus parfait, les énormes mâchoires, ses dents, les vertèbres et les côtes.

— Le mardi 27 février, une cérémonie intéressante a eu lieu dans une chapelle de la rue du Regard. Un Anglais protestant y a fait abjuration. Cet Anglais est officier dans la marine britannique, et était marié à une catholique.

— Pour satisfaire aux exigences de quelques propriétaires, la ville de Paris veut donner suite au débouché de la rue Chabannais sur la nouvelle place Richelieu, projet autrefois formé pour faciliter les abords de l'Opéra dans ce quartier.

— Une prévention de banqueroute frauduleuse pèse en ce moment sur l'abbé Juin d'Allas, fondateur de plusieurs sociétés par actions, notamment de celles ayant pour objet la publication des *Etudes religieuses*, de l'*Afrique pittoresque*, de l'*Epoque*, du *Conservateur de la foi*, de l'*Echange*, etc. En dernier lieu, l'abbé Juin (car d'abord il se faisait seulement appeler Juin, puis Juin d'Allas, et enfin J. d'Allas) venait de créer deux nouvelles sociétés, toujours par actions, l'une pour la colonisation de Bone, et l'autre sous le nom du *Drapeau français*, assurance contre le recrutement. L'abbé Juin s'est, jusqu'à ce moment, soustrait aux recherches de la justice. La fille Estelle de Beaux, avec laquelle il habitait, et le sieur Montigny, tous deux prévenus de complicité, ont seuls été arrêtés. Nous livrons ces faits à la publicité, afin de les porter à la connaissance des personnes qui ont pu prendre un intérêt dans les entreprises à la tête desquelles se trouvait l'abbé Juin, soit pominativement, soit à l'aide de prête-noms.

— M. de Boisfremont, peintre d'histoire, vient de mourir à Paris à l'âge de 68 ans.

— On écrit de Munich : « La comtesse de H..., âgée de 28 ans, et atteinte de somnambulisme, occupe singulièrement notre faculté de médecine. Par suite d'une extrême faiblesse du système nerveux, elle est sujette, depuis environ un an, à un sommeil semblable à celui des somnambules, sans avoir jamais été magnétisée. Elle a prédit, durant son sommeil, que dans quelques mois un jeune homme, qui lui est allié par des relations purement intellectuelles, doit la visiter et lui rendre la force vitale qui lui manque en souffrant sur la cavité du cœur; ce jeune homme, dont elle avait décrit exactement la personne, arriva chez elle à point nommé comme elle l'avait prédit. Si cet homme, qui lui est tout-à-fait inconnu, la quitte un moment, elle s'endort à l'instant, et elle ne peut être éveillée que par la répétition de l'insufflation sur la cavité du cœur. Ce qu'il y a de plus singulier, c'est qu'elle est fiancée à une autre personne, à laquelle ses relations avec cet inconnu ne peuvent être agréables. On ignore encore et à quelle occasion elle est arrivée dans cette ville, et combien de temps elle compte y résider encore.

— La *Fille du Tapisier*, drame en cinq actes de M. Henri Cornille, a obtenu samedi sur le théâtre de la Gaîté, un succès éclatant qui continuera celui de *Pauvre mère*.

— Mlle Clara Loveday donne demain mardi 20 mars, à huit heures du soir, dans les salons de M. Erard, rue du Mail, 43, un concert qui attirera la foule. Parmi les artistes qui doivent se faire entendre, nous remarquons MM. Ernst, Richelini, Marras, Leyassor et Mmes Clara Loveday et Nau.

Chambre des Députés.

Séance du 19 mars. — PRÉSIDENCE DE M. DUPIN.

Admission de MM. de Staplande et Bachelu. — Discussion de la proposition sur le mode d'aliénation des lais et relais de la mer. — Adoption des articles par assis et levé. — Rejet de la proposition au scrutin.

La séance est ouverte à une heure et demie.

Le procès-verbal est adopté.

MM. Lacave-Laplagne, ministre des finances, et Martin (du Nord), ministre du commerce, sont au banc des ministres.

M. BARADA fait renvoyer à la commission, chargée de l'examen du projet de loi sur les vices rédhibitoires, diverses pétitions relatives à ce projet de loi.

M. MERLIN (de l'Aveyron) fait admettre, comme députés, MM. de Staplande, élu à Bergues (Nord), et Bachelu, nommé par le collège électoral de Châlons (Saône-et-Loire).

M. le général Bachelu prête serment.

THÉÂTRE - FRANÇAIS,

Isabelle, par Mme Ancelet.

Nous voudrions traiter favorablement cette pièce, car il nous répugne de critiquer sérieusement une pièce de femme; notre courtoisie recule devant le mot *madame*, et cependant il nous est parfaitement impossible d'être favorable à la production de Mme Ancelet; on dirait que M. Ancelet y a beaucoup travaillé; *Isabelle* est à coup sûr une des plus ennuyeuses pièces du monde; la fable en est commune, le style pâteux, sans trait, sans relief, l'intrigue laborieusement enchevêtrée; il n'y a pas deux mots spirituels par acte; de plus, elle est très médiocrement jouée.

Le fond du drame est encore le dévouement, comme dans *Marie*. Voici à peu près la chose autour de laquelle nous l'avons pu comprendre. La mère d'Isabelle a confié en mourant sa fille chérie à une de ses amies, Mme de Courtenay ou de Lucenay, il n'importe; le fils de Mme de Courtenay devient tout naturellement amoureux d'Isabelle; mais comme c'est un jeune homme d'une délicatesse infinie, et qu'il ne veut pas abuser de la position d'Isabelle, de peur de contraindre ses sentimens, il s'en va en Italie, ce qui nous paraît un surcroît de précaution; en Italie, il manque de se noyer dans le Tibre; heureusement qu'un jeune beau, Albert de Montigny, le repêche et le ramène évanoui sur la grève; M. Léonce de Courtenay, de retour à Paris, présente M. Albert de Montigny à sa mère comme son sauveur; pensez s'il est bien reçu. Isabelle trouve le jeune fashionable tout-à-fait de son goût, et ne se montre pas fort sensible à la flamme discrète et contenue de M. Léonce, qui a rapporté de Rome, au bout de quatre ans, son amour parfaitement conservé; constance peu probable, car l'on ne reste pas quatre ans amoureux d'une femme que l'on n'a pas possédée. Isabelle qui est une jeune personne on ne saurait plus frivole, ne rêve que bals, soirées, concerts, routs, fêtes splendides, et tous les mirages qui dansent dans une jeune imagination; pendant ce temps là M. Léonce se tient dans un coin, le nez tourné vers la muraille, avec un maintien sauvage et mélancolique. Un mariage est convenu entre Isabelle et M. de Montigny; mais Mme de Courtenay, qui a pénétré la passion de son fils, pour éviter que ce mariage se fasse devant ses yeux, confie Isabelle à une certaine marquise de Treneuil, femme fort à la mode. Isabelle fêtée, courtisée, enivrée de bals et de fêtes, ne tarde pas à découvrir le vide des plaisirs du grand monde; en outre elle s'aperçoit qu'Albert de Montigny est une espèce de chevalier d'industrie qui ne soutient son élégance qu'à force de spéculations hasardeuses. Elle compare l'amour honnête et timi-

M. MARCHAL rappelle que M. le ministre de la guerre a présenté, dans la séance de samedi, un projet de loi sur l'état et les pensions de certains employés de l'administration de la guerre. Quelques jours auparavant, dit-il, M. le ministre des finances avait présenté un projet de loi sur les pensions civiles des employés dont le traitement est sujet à retenue. Comme ces deux projets de loi sont corrélatifs, je demande que la commission qui est chargée de l'examen du premier, soit également chargée d'examiner le second. (Non! non!)

M. LACAVE-LAPLAGNE : Ces deux projets ont un objet tout-à-fait distinct; l'un est relatif à des pensions civiles; l'autre à des pensions militaires. La chambre jugera sans doute convenable de renvoyer chacun d'eux à une commission spéciale. (Où! où!)

La demande de M. Marchal n'est pas appuyée.

M. CEGARAY dépose le rapport de la commission chargée de l'examen de la proposition de MM. de Vetry et de Marsillac, tendant à accorder une pension, à titre de récompense nationale, à la veuve du général Daumesnil. La séance reste long-temps suspendue.

M. PETOT : M. le président, il est plus de deux heures, et la chambre n'est pas en nombre.

M. LE PRÉSIDENT : Il y a dans les bureaux plus de vingt-cinq commissions.

Les bancs se garnissent lentement. A deux heures et demie, la chambre est en nombre.

L'ordre du jour est la discussion de la proposition de M. Luneau, sur le mode d'aliénation des lais et relais de la mer. Aux termes de la législation actuelle, le gouvernement peut aliéner les lais et relais de la mer, soit par voie d'adjudication, soit par concession directe. La proposition a principalement pour but de ne rendre cette aliénation possible que par adjudication aux enchères publiques.

M. LAVIELLE combat la proposition qu'il regarde comme contraire à un grand nombre d'intérêts, et notamment aux intérêts des propriétés riveraines, de l'agriculture et même de la défense du territoire.

M. DAGENET réfute l'opinion de M. Lavielle, et prétend que la vérification des intérêts que l'honorable membre a défendus peut précéder toute concession, et que dès lors les graves questions qui naissent de ces intérêts demeurent sans influence sur le choix des formes dans lesquelles la concession doit s'accomplir.

L'orateur défend la proposition en se fondant sur la tendance de plus en plus prononcée de nos mœurs constitutionnelles, à soumettre aux règles de la publicité et de la concurrence les ventes et marchés de toute nature, passés par l'administration.

M. LACAVE-LAPLAGNE, ministre des finances, déclare qu'il ne repousse pas d'une manière absolue le principe de l'adjudication; mais il ne pense pas que les dispositions que consacre la proposition soient nécessaires. M. le ministre fait observer que l'administration a employé depuis trente ans, pour l'aliénation des lais et relais de la mer, le mode d'adjudication aux enchères publiques, toutes les fois qu'il l'a cru avantageux. Mais il est des cas, à son avis, où la concession directe est préférable. Il est convenable, selon lui, de laisser l'emploi de ce mode de concession au gouvernement.

M. BAUMES, rapporteur, insiste en faveur de la proposition telle qu'elle a été amendée par la commission.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture de l'art. 1^{er} de la commission :

Art. 1^{er}. A l'avenir, les lais et relais de la mer ne pourront être concédés que par adjudication publique, et dans les formes prescrites pour l'aliénation des autres biens de l'état.

Cet article est mis aux voix. Une première épreuve est déclarée douteuse. L'article est adopté à une seconde épreuve.

Art. 2. L'opportunité de la concession sera préalablement constatée par une enquête qui portera sur la maturité des terrains, sur les intérêts respectifs des propriétés voisines, de l'agriculture, de la navigation générale et locale, de la pêche, du commerce et de l'industrie, de la salubrité publique, de la défense du territoire.

Les formes de cette enquête seront déterminées par un règlement d'administration publique. — Adopté.

Art. 3. Les conseils municipaux, les sociétés syndicales des communes intéressées et la chambre de commerce seront appelés à délibérer sur tout projet de concession.

Les conseils d'arrondissement et les conseils-généraux de département seront consultés, si ce projet comprend une étendue de cinquante hectares et au-dessus.

Il en sera de même pour une concession de moindre contenance, s'il y a opposition de la part de la chambre de commerce, des communes, des sociétés syndicales ou des propriétaires riverains. — Adopté.

Art. 4. L'instruction terminée, la mise en adjudication sera autorisée, s'il y a lieu, par une ordonnance royale, le conseil d'état entendu. — Adopté.

Art. 5. Nonobstant les dispositions de l'article 1^{er} de la présente loi, et après l'accomplissement de toutes les formalités spécifiées aux articles 2 et 3, il pourra être accordé des concessions directes, soit par ordonnance royale, le conseil d'état entendu, lorsqu'il s'agira de communes ou de sociétés syndicales, soit par des lois spéciales pour les autres cas.

M. LAVIELLE présente un amendement tendant à étendre les dispositions de l'article 5 aux propriétaires riverains et aux détenteurs actuels des lais et relais de la mer.

M. DUFAURE combat cet amendement dont le résultat, selon lui, serait de détruire le principe de la proposition qui vient d'être adoptée par la chambre.

Après une longue discussion, l'amendement de M. Lavielle est mis aux voix et rejeté.

L'article de la commission est adopté.

M. ALPHONSE DENIS présente un article additionnel ainsi conçu :

« Il pourra être accordé des concessions gratuites et directes, lorsqu'après deux enchères séparées par une année d'intervalle, il ne se sera présenté aucun adjudicataire réel, c'est-à-dire, présentant de valables garanties sous le

de de Léonce de Lucenay, qu'un sentiment de reconnaissance poussé trop loin empêche de démasquer son rival, dont il connaît toutes les turpitudes. Elle renonce à cette union mal assortie, revient dans le paisible hôtel du Marais et donne sa main au délicat Léonce. Montigny, qui vient de faire un riche héritage, restitue au docteur d'Ambleville ses deux cent mille francs compromis dans une affaire assez tortueuse, où le jeune dandy l'avait engagé. Ajoutez à cela un rôle de vieille fille qui prêche les agréments du mariage, et vous aurez la pièce.

Pourquoi Mlle Plessy, qui est assez jolie pour ne pas être minaudière, pleurniche-t-elle tout le long de son rôle, prononce-t-elle *haumage* pour *hommage*, et tient-elle ses coudes serrés contre son corps? Mme Moreau-Sainti est aussi maniérée et aussi provinciale que possible; mais elle a une toilette assez jolie; cette toilette consiste en une robe de soie rayée et flambée de plusieurs couleurs, avec un ramage brochant sur le tout; un chapeau orné d'esprits et de marabouts, l'un sous la passe, l'autre sur la coiffe; et un bournois de cachemire blanc doublé de satin ponceau en guise de mantelet ou de chale.

A la fin de la pièce tous les acteurs se trouvent rangés sur la même ligne, les hommes d'un côté, les femmes de l'autre; il y a quatre femmes et quatre hommes. Les deux camps sont séparés par un fauteuil; les femmes sont toutes en blanc et les hommes tous en noir. On ne saurait imaginer un spectacle plus ridicule et plus bouffon que cette symétrie due sans doute au hasard.

Le succès de *Guido et Ginevra* se prononce et se dessine de plus en plus nettement; madame Dorus, dont les progrès sont si sensibles, met beaucoup d'âme et de pathétique dans le rôle de Ginevra, où elle se montre bonne actrice et grande chanteuse. Nous lui conseillons d'attaquer moins vivement les *ut* et les *ré* d'en haut, et de ménager les cordes élevées de sa voix; Duprez est toujours admirable de passion et de mélancolie, il joue comme Talma et chante comme Rubini. Mme Stoltz acquiesce à merveille du rôle trop court qui lui est confié.

A propos de Mme Stoltz, on dit qu'au moment de lever le rideau, à la représentation de ce soir, on viendra annoncer qu'elle est indisposée et va être remplacée par Mlle de Paw, dont on escamoterait ainsi les débuts. Wastel serait substitué à Massol, dans *Fort-Braccio*, toujours pour l'indisposition. — Est-ce vrai? — Nous le dirons dimanche.

THÉOPHILE GAUTIER.

double rapport du paiement et de l'exploitation immédiate des terrains obtenus par adjudication.

L'article est mis aux voix et rejeté.

La chambre passe au scrutin secret sur l'ensemble de la proposition.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre des votants.	256
Majorité absolue.	128
Boules blanches.	109
Boules noires.	147

La chambre n'a pas adopté. (Rumeurs en sens divers.)

La séance est levée à cinq heures.

ORDRE DU JOUR DU MARDI 20 MARS 1858. — A une heure, séance publique. — Discussion du projet de loi sur les mines. — Discussion du projet de loi sur les chutes et prises d'eau.

La Société de l'histoire de France continue avec un zèle soutenu, sous le patronage des noms les plus distingués, ses intéressantes publications. Nous parlons dernièrement de sa belle traduction de *Grégoire de Tours*; et voici qu'elle publie aujourd'hui une édition de la *Conquête de Constantinople* en 1204, par Villehardouin. Cet auteur est le plus ancien de nos historiens en langue vulgaire, et a composé la première relation historique en français dont nous ayons conservé l'original. Le récit naïf de cette expédition romanesque puise un nouvel intérêt dans les savants commentaires qui l'accompagnent et qui sont dus à M. Paulin Paris, de l'Institut. Un volume grand in-8° avec une carte. Prix : 9 fr.

Nous rappellerons ici l'*Annuaire historique* en un volume, publié chaque année par la même Société, et digne de l'attention de tous les amateurs de documents curieux relatifs à notre histoire. Un volume in-8°. Prix : 2 fr.

— La France industrielle, déjà si répandue depuis quatre ans dans toute la France et à l'étranger, va inaugurer le 1^{er} avril, sa quinzième année, en offrant d'incalculables avantages à ses abonnés, pour son prix modique de 16 fr. Comme par le passé, elle agrandit son format, paraît deux fois la semaine au lieu d'une, ajoute à ses colonnes un *feuilleton permanent*, jour par jour, des fonds publics et des actions industrielles; enfin elle délivre, selon le mode de souscription, des insertions, des primes ou de ses abonnements gratuits. L'indemnité de tous ses sacrifices a été calculée sur 10,000 abonnés. (Voir aux annonces.)

— Les nombreux admirateurs du talent prodigieux de Thalberg espéraient qu'avant de quitter Paris, il donnerait un second concert dans un local plus vaste et plus en rapport avec le grand nombre de ceux qui désirent l'entendre; mais des engagements pris avec la province, l'obligeant à partir immédiatement après le concert qu'il donne le 21 mars courant dans les salons d'Erard.

— Une nouvelle compagnie anonyme d'assurance contre l'incendie vient d'être autorisée par ordonnance royale, sous le titre de l'*Urbaine*; sa spécialité, ainsi que l'indique son nom, et les personnes honorables qui composent le conseil d'administration, nous dispensent de la recommander à la faveur du public.

— Office de publicité, boulevard Montmartre, 9, négociation de toutes sortes d'actions industrielles au dessous de leurs cours réels. Insertions à tous les journaux et rédaction gratuite.

— Au 2 avril, M. H. Bonnin, place du Panthéon, 3, en face l'Ecole de Droit, ouvrira de nouveaux cours préparatoires au BACCALAURÉAT *lettres et sciences*; d'autres cours seront ouverts immédiatement après Pâques.

— Jeudi prochain, jour de la mi-carême, l'Opéra-Comique promet à ses nombreux habitués une brillante fête de nuit qui ne laissera rien à désirer : orchestre, décoration, éclairage; tout sera complet.

FORGES, FONDERIES ET ATELIERS DE CHARENTON-LE-PONT. — Les actionnaires présents n'ayant point réuni le nombre d'actions voulu par les statuts, l'assemblée générale extraordinaire convoquée pour le 17 mars, a été renvoyée au 2 avril prochain. Cette fois elle délibérera valablement quel que soit le nombre des actionnaires présents, et le nombre de leurs actions; mais seulement sur les objets à l'ordre du jour de la première assemblée.

Pour voter dans l'assemblée générale extraordinaire, il suffit d'être possesseur d'une seule action.

Quant à l'assemblée générale annuelle, convoquée suivant les statuts pour le même jour, et composée des seuls actionnaires possesseurs de six actions, elle ne pourra délibérer sur cette première convocation, que si elle réunit la moitié plus une des actions émises.

La double réunion aura lieu le 2 avril, rue Grenelle-St-Honoré, n° 43 à 6 heures et demie précises du soir.

— ATHÉNÉE DES FAMILLES, 81, passage Choiseul : mercredi, 21, à 2 heures et demie, séance publique et gratuite pour l'ouverture d'un cours de littérature et d'un cours de sciences naturelles, destinés à compléter l'éducation des jeunes personnes et professeurs par M. Lemabout.

— La célébrité dont jouit depuis long-temps la PATE DE REGNAULD AINÉ, est due à ses propriétés remarquables pour la guérison des rhumes, catarrhes, coqueluches, asthmes, enrouement et affections de poitrine. Ces propriétés sont hautement signalées dans plusieurs journaux de médecine, et notamment dans le numéro 36 de la *Gazette de Santé*.

Cent quatre Numéros in-folio par an. — Prix annuel : 46 fr.; pour six mois, 9 fr. — Annonces pour Paris et les départements, 30 centimes la ligne.

PRIME

D'ABONNEMENT.

Tout abonné nouveau aura droit pour ses 16 fr. (en outre des 104 numéros annuels) :

1° A la remise GRATUITE et immédiate, dans les bureaux, des deux premières années de la FRANCE INDUSTRIELLE (valeur de 6 vol. in-8°), et du prix de QUATREZ FRANC.

2° A dix lignes d'annonces GRATIS valables pour toute l'année.

LA FRANCE INDUSTRIELLE donne surtout la description des brevets expirés, rend- compte des statuts des sociétés en commandite pour toute la France, et les publie, suivant leur importance, en totalité ou par extraits; enfin chacun de ses numéros offre, jour par jour, un TABLEAU PERMANENT du mouvement des FONDS PUBLICS et de la cote générale des ACTIONS INDUSTRIELLES. — Administration à Paris, rue de l'Eperon, 10.

Les abonnements ne sont reçus que franco, soit par un bon sur la poste ou sur une maison de Paris, soit enfin par la voie des libraires, directeurs de postes ou de messageries.

Nota. MM. les inventeurs, fabricants, administrateurs et gérants de sociétés dans les départements, peuvent, de tous les points de la France, s'entendre avec la direction du journal, pour toute la publicité ou les soins à donner à leurs intérêts à Paris.

LA FRANCE INDUSTRIELLE

MANUFACTURIÈRE, AGRICOLE ET COMMERCIALE,

Journal de tous les Faits, Découvertes, Inventions, Procédés Industriels, Perfectionnements agricoles et manufacturiers.

Paraissant deux fois par semaine, le Jeudi et le Dimanche.

CINQUIÈME ANNÉE. — DU 1^{er} AVRIL 1858.

LA FRANCE INDUSTRIELLE donne surtout la description des brevets expirés, rend- compte des statuts des sociétés en commandite pour toute la France, et les publie, suivant leur importance, en totalité ou par extraits; enfin chacun de ses numéros offre, jour par jour, un TABLEAU PERMANENT du mouvement des FONDS PUBLICS et de la cote générale des ACTIONS INDUSTRIELLES. — Administration à Paris, rue de l'Eperon, 10.

Les abonnements ne sont reçus que franco, soit par un bon sur la poste ou sur une maison de Paris, soit enfin par la voie des libraires, directeurs de postes ou de messageries.

Nota. MM. les inventeurs, fabricants, administrateurs et gérants de sociétés dans les départements, peuvent, de tous les points de la France, s'entendre avec la direction du journal, pour toute la publicité ou les soins à donner à leurs intérêts à Paris.

AUTHENTICITÉ. Chez l'éditeur PH. ANDORRE, stéréotypeur, rue de Verneuil, 4, et chez POUGIN, quai des Augustins, 49. EXACTITUDE.

DICTIONNAIRE GÉOGRAPHIQUE, STATISTIQUE ET POSTAL DES 37,148

COMMUNES DE FRANCE.

Contenant 1° pour chaque commune, l'indication des cantons, arrondissements, et département; la population d'après le recensement de 1837 (ce qui n'existe nulle part), bureau de poste et taxe d'une lettre de Paris; 2° communes et population de chaque canton; 3° population, communes, cantons de chaque arrondissement, sa distance de Paris; 4° population, communes, cantons, arrondissements, division militaire de chaque département; 5° poste aux chevaux; 6° tableaux des divisions judiciaires, universitaires, militaires, ecclésiastiques; 7° récapitulation générale des départements, arrondissements, cantons, communes et populations; 8° enfin, état général, par département, des foires et marchés. — Dédie au commerce, à l'industrie et à toutes les administrations publiques, par M. A. PRIGNE, auteur du *Dictionnaire portatif de la Langue française* et de plusieurs autres ouvrages d'instruction et d'éducation.

Un fort volume in-8, de 800 pages à deux colonnes. — 4 fr. sans la carte de France, 4 fr. 75 c. avec la carte.

3, rue de la Bourse. **L'URBAINE,** 3, rue de la Bourse.

COMPAGNIE ANONYME D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE,

AUTORISÉE PAR ORDONNANCE ROYALE DU 4 MARS 1858.

Capital: cinq millions de francs.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

MM. AUDENET fils, banquier, ancien juge au trib. de comm.;
BENOIST (de St-Denis), membre du conseil-général de la Seine, colonel de la 1^{re} légion de la banlieue;
DELMARRE-MARTIN-DIDIER, banquier, régent de la banque de France;
D'HUBERT, maire du 5^e arrondissement;
Direct., M. OSCAR BEAUDOUIN. — Direct.-Adj., M. LAPERCHE.

Cette Compagnie assure les propriétés mobilières et immobilières, ainsi que les marchandises. Elle a limité ses opérations dans l'enceinte des villes; ce qui lui a permis de faire une réduction sur le tarif des primes; ses agences sont déjà organisées dans les principales villes du royaume.

THERMES DE NÉRIS

Le public est prévenu que l'aile gauche de l'établissement THERMAL DE NÉRIS sera mise au service le 15 mai prochain. — Toutes les mesures ont été prises pour que le service des bains, ainsi que le service médical se fassent avec l'ordre, l'exactitude et la régularité convenables.

S'adresser, pour les renseignements, par lettres affranchies, soit à M. le docteur FALVARD DE MONTLUC, Médecin-Inspecteur, soit à M. KONTERCROUX, Régisseur de l'établissement, à NÉRIS, arrondissement de Montluçon, département de l'Allier.

HABITS REMIS A NEUF.

Dans cet établissement, breveté du roi, et admis à toutes les expositions, les vêtements de laine, tachés, fanés, ou pastés de couleur, sont remis dans leur neuf, et d'un genre le plus nouveau, de manière à leur donner l'éclat d'un neuf. Ce genre de travail si précieux, ne se fait que chez DIEN, tailleur, à St-Honore, 129, entre la r. de l'Arbre-Sec et celle des Pouilles.

VERNIS pour reliures à 10 fr. le litre. Idem blanc, au tampon, à 5 et 6 fr. Idem pour bois de Spa, à 4 fr. Comme laque blanche, à 4 et 5 fr. la liv. Chez Léon, chimiste, rue Crussol, 2, boulevard du Temple.

A Vendre.

Etude de M^{re} COTELLE, notaire, rue Saint-Denis, 374.
A VENDRE, MAISON à Paris, rue Laffitte, d'un produit annuel de 12,000 francs.

ADJUDICATION définitive le 5 mai 1858, en l'audience des criées du tribunal civil de la Seine, au Palais de Justice, à Paris, en deux lots, de DEUX IMMEUBLES, consistant : le 1^{er}, en un grand et bel hôtel, connu sous le nom de petit Hôtel Fesch, et sis à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, 68; le 2^e, en une maison, rue St-Lazare, 37, à l'encolure de la r. de la Chaussée-d'Antin. Produits susceptibles d'augmentation. Pour l'hôtel, 37,400 fr.; pour la maison, 29,270 fr. — Mises à prix : l'hôtel, 550,000 fr.; et la maison 240,000 fr. Les plans de l'hôtel, estimés 30,000 fr. par l'expert, et celles de la maison, estimées 7,000 fr., font partie de la vente. — S'adresser, pour les renseignements : 1° à M^{re} MASSON, avoué, quai des Orfèvres, 18; 2° à M^{re} PATINOT, notaire, rue Neuve-Vivienne, 67; 3° à M^{re} Grandclercq, notaire, rue Montmartre, 148.

Etude de M^{re} COTELLE, notaire, à Paris, rue Saint-Denis, 374.

A VENDRE, MAISON à Paris, rue Laffitte, d'un produit annuel de 12,000 francs.

le ministère dudit M^{re} Cotelle, et de M^{re} Du-long, son collègue, HOTEL, à Paris, rue de Chartres, 19, quartier du Roule, entre cour et jardin anglais, dans lequel pièce d'eau et deux glaciers, le tout contenant 532 toises.

Ouverture de la Cité de Nemours. A VENDRE cent francs la toise, par lots, 1350 toises de terrain à la suite dudit jardin. S'adresser sur les lieux; et 1^{er} audit M^{re} Cotelle, notaire, rue St-Denis, 374; 2^e audit M^{re} Du-long, not., rue Neuve-des-Petits-Champs, 77; 3^e à M. Quin, propriétaire, rue St-Georges, 2 (bis), de 11 h. à 2 h.

ADJUDICATION, en la chambre des notaires, à Paris, le 27 mars 1858, à midi. De trois MAISONS contigües, sises à Paris, rue des Deux-Ecus, 27, 28 et 31, au centre des affaires, dans le voisinage des Halles et des messageries Laffitte et Caillard. Produit net, avant 1850 : 11 332 fr. 45 c., aujourd'hui 10,323 fr., mise à prix 100,000 fr. S'adresser à M^{re} BRESCHER jeune, notaire, rue St-Honoré, 257.

BOURSES. — PARIS, 19 MARS. — La rente, avant l'ouverture, était offerte à 80 fr. 05, demandée à 80 fr. 02 1/2. Le premier cours au parquet a été 80 fr. 05, et s'est long-temps maintenu sans aucune apparence de variations; affaires complètement nulles, tandis qu'il y avait quelque demande dans la coulisse. Enfin, le mouvement s'est prononcé en hausse; la rente a atteint 80 fr. 15, et c'est à ce prix qu'elle a fermé, 05 c. au-dessus du dernier cours de samedi. Dans la coulisse, elle est restée à 80 fr. 15 1/2.

La différence d'une clôture à l'autre est 20 c. de hausse pour le 5 0/0.

Principales actions industrielles. — Baisse : Coupons de 1,000 fr., Laffitte, 5 fr.; Grand-Combe, 50 fr.; Chemin de Montpellier, 12 fr. — Hausse : Asphalte Seyssel, 1,800 fr.; Bitume des Maurels, 75 fr.; Coupons de 5,000 fr., Laffitte, 15 fr.

FONDS PUBLICS.						ACTIONS INDUSTRIELLES.	
	1 ^{er} cours.	Plus haut.	Plus bas.	2 ^e cours.	Clôt. préc.	PAIRES. — fin du mois.	fin prochain.
5 0/0, J ^{re} Cl.	107 20	108 10	107 80	108 20	107 80	dt. 1. 334 25 000 00	334 25 000 00
22 m. J ^{re} Cl.	107 80	108 05	107 80	108 20	107 80	dt. 50. 105 15 108 00	105 15 108 00
3 0/0, J ^{re} Cl.	80 05	80 10	80 05	80 10	80 05	dt. 1. 30 20 00 00	30 20 00 00
22 d. J ^{re} Cl.	80 05	80 15	80 05	80 15	80 05	dt. 50. 80 20 00 00	80 20 00 00
R.N., J ^{re} Cl.	92 45	92 50	92 45	92 50	92 45	dt. 1. 30 20 00 00	30 20 00 00
JANV. J ^{re} Cl.	92 45	92 50	92 45	92 50	92 45	dt. 50. 30 20 00 00	30 20 00 00
RENTES. Du compt. à fin du m. 5 0/0 p. 100 80 15 80 20 80 15 80 20							
D'un mois à l'autre. — 36 20 100 10 36 20 100 10 36 20 100 10 36 20 100 10							
4 1/2 0/0, J ^{re} Cl.	107 20	108 10	107 80	108 20	107 80	dt. 1. 334 25 000 00	334 25 000 00
du 22 m. J ^{re} Cl.	107 80	108 05	107 80	108 20	107 80	dt. 50. 105 15 108 00	105 15 108 00
4 0/0, J ^{re} Cl.	80 05	80 10	80 05	80 10	80 05	dt. 1. 30 20 00 00	30 20 00 00
22 mars J ^{re} Cl.	80 05	80 15	80 05	80 15	80 05	dt. 50. 80 20 00 00	80 20 00 00
Bons du Trés.	92 45	92 50	92 45	92 50	92 45	dt. 1. 30 20 00 00	30 20 00 00
Esp. de Fr. J ^{re} Cl.	107 20	108 10	107 80	108 20	107 80	dt. 1. 334 25 000 00	334 25 000 00
J ^{re} Janv. J ^{re} Cl.	107 80	108 05	107 80	108 20	107 80	dt. 50. 105 15 108 00	105 15 108 00
R ^e de la V. J ^{re} Cl.	80 05	80 10	80 05	80 10	80 05	dt. 1. 30 20 00 00	30 20 00 00
J ^{re} Janv. J ^{re} Cl.	80 05	80 15	80 05	80 15	80 05	dt. 50. 80 20 00 00	80 20 00 00
Obligat d ^e J ^{re} Cl.	92 45	92 50	92 45	92 50	92 45	dt. 1. 30 20 00 00	30 20 00 00
J ^{re} Janv. J ^{re} Cl.	92 45	92 50	92 45	92 50	92 45	dt. 50. 30 20 00 00	30 20 00 00
CHANGES, 3 mois. — AMSTERDAM, papier, 114 sp; argent, 57 1/4. — HAMBURG, papier, 185 sp; argent, 200 sp. — LONDRES, papier, 25 3/4; argent, 25 3/4. — NAPLES, papier, 100 sp; argent, 417 sp. — Vienne, papier, 251 sp; argent, 251 sp.							
Can. Bourg. 334 25 Mines Montel. 103 00							
— Jouiss. 334 25 — Maillet. 103 00							
— 4 Can. 1250 00 — Gr-Comb. 200 00							
— Jouiss. 265 — Chazotte. 200 00							
C.hypotheq. 817 50 — Cémony. 200 00							
— St-Bernard. 100 00							
— H.-Loire. 605 00							
Ch.St-Germ. 550 00							
— fin cour. 552 50 — Aveyron. 200 00							
— V. r. d. 765 00							
— fin cour. 762 50							
— V. r. g. 657 50 — Bit. Seyssel. 210 00							
— fin cour. 660 00 — Bez maur. 252 00							
— Montpell. 700 00							
— Epinac. 640 00							
— Mulhous. 665 00							
— N. a Orl. —							
— Str. à B. —							
Bal. St-Val. —							
— H. à Lond. 500 00							
— à Nord. 500 00							
— Marne. 552 50							
— R-Seine. 560 00							
— Cavé. —							
C. Lafitte.... 160 00							
B. d. Havre. 538 00							
C. à plâtre. 114 00							
Soc. Agric. —							
M. St-Maur. 101 00							
Dessechem. —							
Salines Gils. 19 00							
Gaz compr. —							
Sav. Onqr. 81 00							
Boncheres. —							
Pap. Mais. —							
Brass. Angl. 50 00							
Charb. Bray. —							